



**HAUTE-CORSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°2B-2021-06-012

PUBLIÉ LE 17 JUIN 2021

# Sommaire

## **PREFECTURE DE LA HAUTE CORSE / SIDPC**

2B-2021-06-17-00002 - Arrêté prescrivant les mesures relatives au port du masque de protection dans l'espace public (2 pages)

Page 3

PREFECTURE DE LA HAUTE CORSE

SIDPC

2B-2021-06-17-00002

Arrêté prescrivant les mesures relatives au port  
du masque de protection dans l'espace public

**Arrêté n° 2B-2021-06-17-00002 du 17 juin 2021  
prescrivant les mesures relatives au port du masque de protection dans l'espace public  
dans le département de la Haute-Corse.**

Le préfet de la Haute-Corse  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

- Vu** le Code de la santé publique et notamment son article L.3136-1 ;
- Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 7 mai 2019 portant nomination de M. François RAVIER en qualité de préfet de la Haute-Corse ;
- Vu** le décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la crise sanitaire ;
- Vu** l'avis de l'agence régionale de santé de Corse en date du 17 juin 2021

**Considérant** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2, ainsi que le caractère actif de la propagation de ce virus et la gravité de ses effets en termes de santé publique ;

**Considérant** l'amélioration de la situation épidémique dans le département de la Haute-Corse et dans l'ensemble du territoire hexagonal ;

**Considérant** que la période estivale constitue en Haute-Corse une période touristique, susceptible d'engendrer des regroupements de plus de 10 personnes;

**Considérant** l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public favorisant les rassemblements et, par suite, propices à la circulation du virus ;

**Considérant** que la population du département de la Haute-Corse augmente très significativement en période estivale, accroissant la densité de population ;

**Considérant** qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

**Considérant** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et de limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**Considérant** qu'il appartient au préfet de département de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

**Considérant** que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus;

**Considérant** que les autorités scientifiques considèrent que la densité de population, qui peut être observée dans certains lieux, en particulier dans les files d'attente, les marchés, les brocantes et aux abords des lieux de cultes après et après les offices ou lors d'un rassemblement en extérieur de plus de 10 personnes est un facteur favorisant les risques de transmission du SARS Cov-2 ;

**Considérant** que ces mêmes autorités scientifiques considèrent que les contacts prolongés entre individus favorisent la transmission du SARS-Cov-2 et que les marchés, brocantes, files d'attente et abords des lieux de culte avant et après les offices sont caractérisées par l'existence de ces contacts prolongés ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – Le port d'un masque de protection est obligatoire dans l'ensemble du département de la Haute-Corse pour toute personne de onze ans et plus pour :

- les marchés, brocantes et toute vente organisée sur la voie publique se traduisant par un regroupement de personnes ;
- les files d'attente ;
- tout autre évènement, spontané ou organisé sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public et rassemblant de manière simultanée plus de dix personnes ;
- aux abords des lieux de culte une heure avant et une heure après qu'un office religieux y est organisé.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et lors d'une activité sportive sur la voie publique.

**Article 3** – Conformément à la réglementation en vigueur, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 4** - L'arrêté préfectoral n° 2B-2021-06-02-00005 du 2 juin 2021 prescrivant les mesures relatives à la lutte contre l'épidémie de COVID-19 dans le département de la Haute-Corse est abrogé.

**Article 5** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Bastia, dans le délai maximal de deux mois suivant sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse, le directeur de cabinet du Préfet de la Haute-Corse, les maires du département de la Haute-Corse, la directrice départementale de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Corse, affiché en mairie et transmis à Monsieur le Procureur près le tribunal judiciaire de Bastia.

Le Préfet,

*Signé*

François RAVIER